



Distr.
LIMITEE
A/C.5/L.491
12 décembre 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Douzième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 50 de l'ordre du jour

OFFRE PAR LE GOUVERNEMENT DU CHILI DE TERRAIN A SANTIAGO POUR SERVIR
D'EMPLACEMENT A DES BUREAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET
D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Projet de rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Jaime de PINIES (Espagne)

1. Dans une lettre adressée au Secrétaire général le 9 septembre 1957 (A/3641/Add.1), le représentant permanent du Chili a offert à l'Organisation des Nations Unies, au nom de son gouvernement, une parcelle de terrain sise à Santiago pour servir d'emplacement à un immeuble qui abriterait tous les services des Nations Unies actuellement installés dans cette ville. Avant d'accepter cette offre, le Secrétaire général a tenu à recevoir l'approbation de l'Assemblée générale de manière à pouvoir, en conséquence, établir pour la construction des plans détaillés qu'il soumettra à l'approbation ultérieure de l'Assemblée générale en même temps que des propositions relatives au financement du projet.
2. Au cours de l'examen du rapport du Secrétaire général sur la question (A/C.5/712), les membres de la Cinquième Commission, à ses 639ème et 640ème séances, ont exprimé unanimement leur vive gratitude pour le geste très généreux que le Gouvernement chilien a fait en offrant de céder à titre gracieux une parcelle de terrain pour servir d'emplacement à un immeuble des Nations Unies à Santiago. On a fait également observer que, grâce à cette louable initiative du Gouvernement chilien, les Nations Unies pourraient, comme elles le souhaitaient, avoir un immeuble commun pour tous leurs services installés à Santiago du Chili, et améliorer ainsi les conditions de travail et l'efficacité de ces services.
3. Le représentant du Paraguay a récapitulé les nombreux avantages de ce projet et, au nom des Gouvernements de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de la Colombie, du Costa-Rica, de Cuba, de l'Equateur, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras,

du Mexique, du Nicaragua, de Panama, du Paraguay, du Pérou, de la République Dominicaine, du Salvador et de l'Uruguay, il a présenté le projet de résolution que voici :

L'Assemblée générale,

.....

.....

Considérant les avantages incontestables que présente, pour la bonne marche des travaux des Nations Unies en Amérique latine, l'offre faite par le Gouvernement chilien, telle qu'elle est exposée en détail dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/712), ainsi que ceux qui peuvent découler de la proposition tendant à financer l'immeuble au moyen d'un prêt à long terme et sans intérêt,

.....

.....

1. Invite le Secrétaire général à accepter l'offre généreuse du Gouvernement chilien en lui exprimant sa gratitude;

2. Autorise le Secrétaire général à engager, avec les gouvernements des Etats Membres de la Commission économique pour l'Amérique latine, les négociations voulues concernant le financement de l'immeuble des Nations Unies à Santiago et à convoquer les réunions qu'il jugera nécessaires avec les représentants desdits gouvernements;

3. Prie le Secrétaire général de présenter à la treizième session de l'Assemblée générale, conformément aux propositions qu'il a formulées, des plans détaillés pour la construction de l'immeuble ainsi que les dispositions arrêtées pour son financement.

4. En procédant à l'examen des propositions dont la Cinquième Commission était saisie, plusieurs délégations, tout en approuvant pleinement les propositions présentées dans le projet de résolution, ont exprimé des réserves sur certaines questions de procédure, estimant qu'il aurait été utile de connaître les vues du Comité consultatif en la matière. En revanche, d'autres délégations ont fait observer que la Cinquième Commission n'était pas saisie de propositions détaillées impliquant des obligations financières mais que, selon le rapport du Secrétaire général (A/C.5/712) et le projet de résolution des dix-huit Puissances, ces propositions détaillées seraient soumises à l'Assemblée générale à sa treizième session. Pour que l'on dispose à coup sûr, à la prochaine session de l'Assemblée générale, des observations du Comité consultatif sur toutes les propositions qui pourraient

/...

être faites d'ici là, le représentant de la France a proposé d'ajouter, à la fin du paragraphe 3 du projet de résolution, le membre de phrase suivant : "et toutes observations que pourra faire à ce sujet le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires". Au nom des auteurs du projet, le représentant de l'Argentine a accepté cette proposition.

5. Le représentant du Secrétaire général a précisé que le Secrétaire général demandait uniquement, à la présente session, d'être autorisé à procéder aux études architecturales et aux consultations financières nécessaires et que l'Assemblée générale n'était pas invitée à prendre sur le champ des engagements financiers. Les frais relativement peu élevés qu'entraînerait l'établissement de plans de construction détaillés pourraient être réglés par prélèvement sur les crédits ouverts pour 1958. Le Président du Comité consultatif a indiqué que, le Secrétaire général ayant formellement précisé dans son rapport (A/C.5/712) qu'aucune proposition financière n'était présentée pour le moment, il lui semblait que le Comité consultatif ne pouvait pas encore faire d'observations utiles en la matière.

Toutefois, l'adoption du projet de résolution modifié signifierait que l'Organisation des Nations Unies n'assumerait aucune charge financière avant que l'Assemblée générale n'ait examiné le rapport que le Comité consultatif établirait en 1958.

6. Le représentant du Royaume-Uni a fait valoir que les objectifs que permettrait d'atteindre la construction d'un immeuble des Nations Unies à Santiago étaient d'une telle importance qu'ils mériteraient d'être approuvés à l'unanimité. Il s'est félicité de la précision apportée par le Président du Comité consultatif et il a proposé de supprimer, au troisième alinéa du préambule du projet de résolution des dix-huit Puissances, le membre de phrase suivant : "ainsi que ceux qui peuvent découler de la proposition tendant à financer l'immeuble au moyen d'un prêt à long terme et sans intérêt". Au nom des auteurs du projet de résolution, le représentant du Paraguay a accepté la proposition du Royaume-Uni.

7. Par 53 voix contre zéro, avec 7 abstentions, la Commission a adopté le projet de résolution modifié.

RECOMMANDATION DE LA CINQUIEME COMMISSION

8. En conséquence, la Cinquième Commission a l'honneur de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après.

/...

ANNEXE

OFFRE PAR LE GOUVERNEMENT DU CHILI DE TERRAIN A SANTIAGO POUR SERVIR
D'EMPLACEMENT A DES BUREAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET
D'AUTRES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

L'Assemblée générale,

Tenant compte des rapports du Secrétaire général (A/3641 et A/C.5/712) concernant l'offre du Gouvernement chilien de céder à l'Organisation des Nations Unies, à titre gracieux, une parcelle de terrain sise à Santiago pour servir d'emplacement à un immeuble qui abriterait tous les services de l'Organisation et des institutions spécialisées installés au Chili,

Prenant note de la résolution 138 (VII) de la Commission économique pour l'Amérique latine, qui a été transmise au Secrétaire général pour être examinée à la douzième session de l'Assemblée, ainsi que du rapport du Comité spécial de l'immeuble de la CEPAL, créé par la Commission conformément à cette résolution,

Considérant les avantages incontestables que présente, pour la bonne marche des travaux des Nations Unies en Amérique latine, l'offre faite par le Gouvernement chilien, telle qu'elle est exposée en détail dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/712),

Considérant que la construction de l'immeuble permettra d'établir des services communs pour l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées qui ont des bureaux à Santiago, ainsi qu'il a été maintes fois demandé aux réunions des organes des Nations Unies qui s'occupent des questions administratives,

Considérant qu'il faut adopter des mesures efficaces pour exécuter ce projet dans les meilleures conditions possibles,

1. Invite le Secrétaire général à accepter l'offre généreuse du Gouvernement chilien en lui exprimant sa gratitude;

2. Autorise le Secrétaire général à engager, avec les gouvernements des Etats membres de la Commission économique pour l'Amérique latine, les négociations voulues concernant le financement de l'immeuble des Nations Unies à Santiago et à convoquer les réunions qu'il jugera nécessaires avec les représentants desdits gouvernements;

3. Prie le Secrétaire général de présenter à la treizième session de l'Assemblée générale, conformément aux propositions qu'il a formulées, des plans détaillés pour la construction de l'immeuble ainsi que les dispositions arrêtées pour son financement et toutes observations que pourra faire à ce sujet le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
